

8^{ème} coordination nationale des universités

1. Motion générale

UNIVERSITÉ : LE MOUVEMENT CONTINUE

La CNU réunie ce jour à Paris III, réaffirme sa détermination intacte et absolue face au massacre, organisé par le gouvernement, du service public de l'Enseignement et de la Recherche.

Le mouvement durera tant que nous n'aurons pas obtenu le retrait des réformes contestées depuis tant de semaines maintenant. Le gouvernement n'a jusqu'ici répondu que par des simulacres de négociation : face à un tel mépris la CNU appelle à la poursuite de la mobilisation sous toutes ses formes ; grèves, blocages, démissions administratives... pour obtenir satisfaction sur l'ensemble de ses revendications.

En outre, elle attire l'attention solennellement sur un phénomène nouveau et inquiétant : la violence policière contre des manifestants pacifiques est devenue, dans maintes villes de France, l'unique mode de gestion de cette crise. Elle dénonce la multiplication des pressions administratives à l'égard des membres de la Communauté Universitaire et de Recherche.

Elle appelle à la convergence des luttes du privé et du public, à la radicalisation du mouvement, et à la désobéissance civile, notre réponse à la répression politique du mouvement de contestation.

Le gouvernement compte sur les vacances de printemps pour éteindre le mouvement. Mais ce printemps, nous sommes dans la rue, nous y restons.

2. Motion sur la validation du semestre

La CNU soutient les UFR et les IUT qui décideraient la validation automatique du semestre pour les étudiants et l'obtention de la note nécessaire pour s'inscrire dans la formation de leur choix.

3 . Motion sur les violences policières

La CNU vote une motion sur les violences policières. Elle propose la création d'une commission sur cette question et apporte son soutien aux victimes de cette répression.

Nous étudiants, EC et biatoss nous élevons formellement contre la criminalisation de notre mouvement ainsi que les violences policières, de plus en plus nombreuses, qui ont touché ces derniers jours l'ensemble de notre communauté, dans un silence médiatique coupable. Nous appelons la communauté universitaire à une solidarité active avec les victimes de ces exactions. Plus globalement, la CNU s'indigne devant la dégradation sans précédent de la situation de la France sur le plan du respect des droits de la personne, récemment constatée par les instances de l'ONU et du Conseil de l'Europe.

II. ACTIONS

1. Manifestations :

Rappel de la manifestation du mercredi 8 avril (journée nationale de manifestation).
Départ : 14h 30 Denfert Rochereau.

La coordination nationale appelle à des manifestations locales et régionales hebdomadairement pendant le mois d'avril.

Mardi 28 avril Sainte Valérie 14 h : Journée nationale de manifestation – associée au contre-sommet de Louvain (envoi de délégués à Louvain par les universités).

Participation massive à la manifestation du 1^{er} mai et souhait d'un cortège « De la Maternelle à l'Université » en ouverture de manifestation.

Journée nationale de manifestations « De la Maternelle à l'Université » : date ouverte entre le 1^{er} mai et le 15 mai – Les porte-parole de la CNU prennent langue avec les syndicats du secteur éducation pour fixer, dans un délai raisonnable, une date commune.

Dates à déterminer :

Manif contre les violences policières dont la thématique serait centrée sur la liberté et droits de l'homme, avec concours des associations concernées. Discussion des porte-parole avec les associations de défense des droits de l'homme.

Universités en marche : organisation d'une marche sur Paris à partir d'un point à préciser (durée 3 jours).

2. Actions concernant l'extension du mouvement et la convergence des luttes

- continuer et favoriser toutes les initiatives permettant de s'adresser aux secteurs primaire et secondaire pour réaliser l'extension de la lutte vers ces secteurs
- en direction des hôpitaux qui sont en buttes aux mêmes attaques que l'université dans le cadre des lois Bachelot ; appel à des actions communes.
- en direction de l'ensemble des services publics
- Cellules de comité de mobilisation vers les entreprises
- Solidarité par bassin d'emploi et organisation d'assemblées citoyennes (convergence des luttes de l'Éducation Nationale et des autres luttes).

- Actions vers les sans papiers

- Actions en direction des professions précaires

-Préparation des Rencontres nationales de l'Education et de la Recherche pour réfléchir à l'avenir du système éducatif et définir une plateforme commune de lutte.

3. propositions d'actions soumises à la CNU, n'ayant pas fait l'objet d'un vote, pour informations et réservoir d'idées...

a) Blocage des concours et examens

Concours des grandes écoles et concours d'enseignement : boycott des épreuves, perturbation et blocage et/ou rétention des notes.

Rétention des notes du second semestre et de la session de rattrapage, tant que satisfaction n'aura pas été obtenue sur la question de la maîtrise des concours. AG Aix-Marseille 1 : ultimatum (au-delà d'une date donnée). Ou donner les examens à tout le monde. Neutralisation du second semestre.

Non tenue des jurys de bac ; faire nommer aux jurys des actifs du mouvement qui donneront leur démission le jour de leur entrée en fonctions (demander à ne pas être nommé). Appel à la grève... VS La bonne action : aller aux jurys et bloquer la décision finale.

Pétition pour demander aux présidents d'universités de ne remonter aucun nom d'enseignant-chercheur afin de bloquer la constitution des jurys de bacs (ce qui dans les petites académies peut réellement nuire).

b) Grèves et démissions

-Journée « Bureau vide » pour la visibilité des BIATOSS.

-Grève tournante (une journée par semaine) et blocage les jours de manifestation et d'action nationale.

-Démission des fonctions administratives ; démission de toutes les instances de l'université et du CNRS qui mettent en œuvre les lois gouvernementales relatives à la LRU avec centralisation de ces démissions. Appel à la démission des membres de l'AERES et de l'ANR.

-Refuser toute heure supplémentaire à la rentrée 2009.

c) Actions coup de poings

-Au mois de mai, « L'UNIVERSITE EST PARTOUT » ; l'Université envahit l'espace public, fait cours partout et 24h/24h (cours publics, sit-in philosophiques – organisation de débats philosophiques, avec un animateur et un tableau noir – débats

dans la rue, organisation de discussions et de lectures en ville – lectures collectives, distribution de livres, etc.)

-Hécatombe étudiante : à la lecture des décrets, les participants fuient ou s'effondrent sur la chaussée.

-Action « PQ »... : acheter tous le même produit (Papier toilette) et se présenter à la caisse avec chacun un rouleau à la main. Entasser les produits à l'entrée du supermarché.

-Péages et gares gratuits.

-Blocage des grands axes de circulation (carrefours, ponts, voies importantes) avec distribution de tracts explicatifs

-Mise en place d'une journée de blocage de façon complète d'axes de circulation avec répartition des différents blocages par université (Paris bloqué sur toute une journée)

-Séquestration des présidents d'université favorables à la réforme LRU et demande de la démission de tous les présidents d'université qui soutiennent le ministère.

-Action vers les préfetures et les rectorats. Occupation permanente des rectorats de France. Pas de résistance si la police intervient, mais retour tous les jours.

-Organisation d'une ronde des obstinés nationale ou organiser un tour de France des obstinés.

-Mise en place d'universités populaires

-Démantèlement symbolique de la Cité des Sciences et de l'Industrie (reprise de l'action « Tour Eiffel »).

-Course-relais de la Sorbonne à l'Assemblée nationale avec transmission de nos revendications et remise solennelle.

-Recherche : ne plus permettre l'évaluation automatique en mettant on adresse personnelle et son affiliation sur les publications.

-Grève de la faim

-Appels à la désobéissance civile

-Poursuite du printemps des chaises avec dévissage des tables des tables des amphis

d) Informations et médias

- Elaboration d'un tract national expliquant la similitude des problèmes et appelant à des actions communes (« Ni loi LRU à l'université ni loi Bachelot à l'Hôpital » ou « A l'hôpital, comme à l'université, stop à la suppression des postes »)
- Un point sur les actions en cours autour de la violence.
- Rassemblement devant les grands media (ou « ronde autour d'un média ») ; investir le JT de 20 heures pour faire une déclaration
- Envoi quotidiens de fax aux journaux nationaux et régionaux des motions des AG (5 universités par jour)
- Campagne d'affichage nationale
- Faire circuler un mot d'ordre « pas d'examens »
- Opération « FEUILLES DE PAIE » (à envoyer à biatossparis8@gmail.com) : réunir des fiches de paie anonymées avec des infos personnelles ajoutées (« 20 ans de service », « 20 ans de coordination d'un département ») pour diffusion au Ministère, aux élus, à la presse, en version « affiche » pour les manifs.
- distribution de tracts dans les RER (tramways, métro, bus...).
- Pétition contre les violences policières www.snessup.univ-littoral.fr/petition
- Contacts avec la coordination parents/enseignants « école en danger » d'élèves : agnationale.org

e) Élection des porte-paroles.

- Mathieu Bonzom (doctorant) mathieu.bonzom@gmail.com
- Nathalie Vienne-Guerrin (EC) nvienne@club-internet.fr
- Rémi Georgess (Biatoss) rem.georges@gmail.com
- Sarah Hatchuel (EC) shatchuel@noos.fr
- Yvon le Bourhis (biatoss) ducyvon@yahoo.fr
- Manon Tertrain (étudiante) manon.tertrain@gmail.com
- David Berrué (étudiant) davide.berrue@hotmail.fr

**Prochaine coordination nationale des universités :
organisation commune Paris I et Paris IV le lundi 27 avril.**